

DIRECTION POLITIQUE

OFFICE FEDERAL DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES EXTERIEURESCONFIDENTIEL

Berne, le 14 avril 1992

Monsieur René Felber  
Président de la Confédération  
Chef du Département fédéral  
des affaires étrangèresMonsieur J.-P. Delamuraz  
Conseiller fédéral  
Chef du Département fédéral  
de l'économie publique

Messieurs les Conseillers fédéraux,

Dans sa déclaration du 22 septembre 1986 concernant les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud, le Conseil fédéral avait souligné qu'il étudierait les mesures qu'il conviendrait de prendre afin que le territoire suisse ne soit pas utilisé pour contourner les sanctions établies par les Etats tiers. Par la suite, un groupe interdépartemental de surveillance des relations économiques entre les deux pays s'est constitué présidé par les deux soussignés.

Pour la huitième fois, le groupe interdépartemental de surveillance a effectué pour l'année 1991 une surveillance statistique des flux de biens et de capitaux entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Cette surveillance fait l'objet du présent rapport que vous trouverez ci-joint. Cette fois encore, aucun indice ne permet de penser que le territoire suisse ait pu servir de contournement des sanctions alors en vigueur. Notre commerce avec l'Afrique du Sud des produits concernés par ces mesures a sensiblement reculé en 1991.

Suite aux réformes entreprises par le gouvernement sud-africain, la politique des sanctions internationales a connu une évolution notable en 1991. En effet en février de cette année-là, la Communauté européenne a abrogé l'interdiction d'investissements directs en Afrique du Sud et en janvier 1992, a levé l'embargo qui pesait sur l'importation de pièces d'or sud-africaines ainsi que de produits en fer et en acier. Enfin le 6 avril dernier, l'interdiction d'exporter du pétrole a été supprimée. Les Etats-Unis quant à eux ont décidé en juillet 1991 la levée de certaines sanctions appliquées à l'égard de l'Afrique du Sud en vertu de la loi générale anti-apartheid de 1986 (Comprehensive Anti-Apartheid Act). Subsistent encore des dispositions contenues dans d'autres textes législatifs, comme l'ammendement Gramm à la loi sur les accords de Bretton Woods, qui interdit aux Etats-Unis d'approuver tout tirage au sein du FMI en faveur de l'Afrique du Sud et des interdictions de nature diverse prises

- 2 -

par une centaine d'Etats et de municipalités. En octobre 1991, le gouvernement du Japon a décidé d'abroger toutes les sanctions économiques incluant l'embargo sur les importations d'or, des Krügerands et d'acier ainsi que l'interdiction de procéder à de nouveaux investissements. De son côté, la Banque nationale suisse, en accord avec les autorités fédérales, a décidé le 10 juillet 1991 de lever le plafond sur l'exportation des capitaux en Afrique du Sud.

Vu la suppression progressive des sanctions économiques et autres appliquées par nos principaux partenaires commerciaux, la raison d'être d'une surveillance formalisée, systématique et périodique de nos relations économiques avec l'Afrique du Sud par un groupe interdépartemental n'a plus cours. Par conséquent, les deux soussignés partent de l'idée que le groupe de travail a accompli son mandat et peut ainsi être dissous.

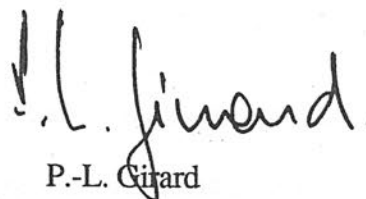
Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Conseillers fédéraux, l'assurance de notre haute considération.

SERVICE ECONOMIQUE ET  
FINANCIER

OFFICE FEDERAL DES AFFAIRES  
ECONOMIQUES EXTERIEURES



Alexis P. Lautenberg



P.-L. Girard

Annexes: ment.

Copie à: M. le Conseiller fédéral O. Stich, Chef du Département fédéral des finances

Kopie: blf, gir, wie, zub  
AEA (Hr. Kellenberger)  
OZD (Hr. Balmer)  
Schweiz. Botschaft Pretoria

CONFIDENTIEL

Berne, le 14 avril 1992

## Relations économiques avec l'Afrique du Sud

### Surveillance statistique

Sur la base de la Déclaration du Conseil fédéral du 22 septembre 1986, un groupe interdépartemental de surveillance, composé de représentants du SEF, l'OFAEE et DFF, présidé par le SEF et l'OFAEE, a été constitué avec pour tâche d'examiner périodiquement les relations économiques de la Suisse avec l'Afrique du Sud, en particulier dans les domaines touchés par les sanctions convergentes prises par nos principaux partenaires économiques à l'égard de ce pays et d'étudier les mesures à prendre si le territoire suisse devait être utilisé pour contourner ces dernières.

Cependant, en relation avec les réformes adoptées par le gouvernement sud-africain, la politique des sanctions internationales a connu ces derniers mois une évolution sensible. Les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon, notamment, ont décidé de supprimer les sanctions qui pesaient sur l'Afrique du Sud. De son côté, la Banque Nationale Suisse, en accord avec les autorités fédérales, a levé le 10 juillet dernier le plafond sur les exportations de capitaux dans ce pays.

Pour la huitième fois, le groupe interdépartemental de surveillance a effectué pour l'année 1991 une surveillance statistique systématique des flux de biens et capitaux entre la Suisse et l'Afrique du Sud.

#### 1. Surveillance du commerce des biens

##### 1.1. Evolution de la balance commerciale

Après trois années consécutives d'augmentation, les exportations suisses vers l'Afrique du Sud ont reculé de 6% en 1991 s'élevant à 494 mio. de francs. Les principales exportations restent, comme à l'accoutumée, les produits chimiques et pharmaceutiques (194 mio. de francs, soit 39% de nos exportations) et les machines (177 mio. de francs, soit 36% de nos exportations).

En 1991, les importations suisses en provenance de l'Afrique du Sud ont diminué de 26%, pour atteindre 437 mio. de francs (or exclu). Toutes nos principales importations (diamants, platine, charbon, métaux) à l'exception des produits agricoles ont stagné ou reculé.



Pour la première fois depuis 1988, notre balance commerciale avec l'Afrique du Sud en 1991 enregistre un excédent (+ 57 mio frs), renversant la tendance affichée ces trois dernières années.

## **1.2. Sanctions convergentes<sup>1</sup>**

### **1.2.1. Importations de certains produits en fer et en acier**

Les importations suisses de produits en fer et en acier ont reculé en 1991 de 19% en valeur (s'établissant à 22 mio. de francs) et de 5% en volume (33'518 tonnes). Le prix modeste de l'acier sud-africain par rapport à l'acier d'autres provenances n'a pas empêché ce recul.

### **1.2.2. Importations de monnaies d'or**

En 1991, la Suisse n'a pas importé de Krügermarks. En 1990, nos importations avaient déjà baissé de 76% par rapport à 1989. Notons que les importations de monnaies d'or sont communément sujettes à de fortes fluctuations par rapport à la valeur de l'or.

### **1.2.3. Coopération nucléaire**

Aucune nouvelle affaire à signaler.

### **1.2.4. Livraisons d'ordinateurs à la police et à l'armée sud-africaines**

Les ordinateurs d'origine étrangère ne sont réexportés vers l'Afrique du Sud qu'avec l'autorisation du pays fournisseur auquel il incombe d'examiner lui-même si l'exportation va à l'encontre des sanctions prises. En 1991, les livraisons à l'Afrique du Sud d'ordinateurs soumis à un permis d'exportation suisse se sont élevées au modeste montant de 1.1 mio. de francs. (-35%)

### **1.2.5. Exportations de pétrole**

Certaines sociétés suisses semblent organiser le transport de pétrole en Afrique du Sud sans que la marchandise ne touche effectivement le territoire suisse. Selon le dernier rapport du "Shipping Research Bureau", une organisation non gouvernementale financée entre autres par les Nations Unies, il s'agirait en particulier des firmes suisses March Rich AG à Zoug et African Middle East Petroleum Company à Genève.

---

1. Cette classification n'est plus pertinente depuis la levée des sanctions par nos principaux partenaires économiques, mais par commodité et en référence à la situation antérieure nous l'adoptons dans ce texte.

### **1.3. Sanctions non convergentes**

#### **1.3.1. Importations de diamants bruts**

Les importations de diamants ont encore fortement diminué en 1991, avec 289 kg (-38%) et 113 mio. de francs (-52%). Cette diminution s'explique en partie par la baisse globale de nos importations de diamants l'année passée (-18% en volume et -9% en valeur); elle semble toutefois encore due au fait que, depuis février 1990, les diamants namibiens ne sont plus comptabilisés avec les diamants sud-africains (effet de base). Pourtant, les importations suisses de diamants namibiens ont également reculé d'un tiers en volume de février à décembre 1991 par rapport à la période correspondante en 1990. Il est probable toutefois qu'une partie des diamants sud-africains et namibiens soit importée après avoir transité par la Grande-Bretagne.

#### **1.3.2. Importations de charbon**

Après la forte hausse enregistrée en 1990 (66% en volume), les importations de houille en provenance de l'Afrique du Sud ont reculé de 19% en volume (340'021 tonnes) et de 34% en valeur (27 mio. frs). Relevons que nos importations totales de houille ont également reculé l'année passée (-24% en volume). Il convient de noter que la Suisse a importé en 1991 92% de ses besoins en houille en provenance de l'Afrique du Sud, confirmant la dépendance très marquée depuis 1987. Le prix nettement plus bas du charbon sud-africain, la moitié de celui en provenance d'Allemagne ou de France, explique cette préférence.

#### **1.3.3. Importations de lingots d'or**

Les importations de lingots d'or en 1991 ont connu un recul avec 3 mia de francs (-25%) et 163 tonnes (-32%). La hausse enregistrée en 1990 (+39% en volume) ne se confirme donc pas cette année.

## **2. Surveillance des investissements directs**

L'interdiction de procéder à de nouveaux investissements directs en Afrique du Sud ne constituait pas véritablement une sanction convergente dans la mesure où sa mise en pratique s'effectuait de manière très différente selon les pays membres de la Communauté européenne (CE). Rappelons que les Etats-Unis et la CE ont levé en 1991 les sanctions concernant les investissements directs en Afrique du Sud.

En 1990, le flux de capitaux suisses destinés aux investissements directs en Afrique du Sud (nouveaux investissements + réinvestissements) s'élevaient à 52 mio frs. contre 313 mio frs. en 1989. Ces chiffres peuvent varier fortement d'une année à l'autre et il est bien difficile de tirer des conclusions des chiffres annuels. Dans la longue durée, le flux de capitaux suisses pour les investissements directs en Afrique du Sud se monte en moyenne à



60 mio de francs par an, avec une tendance à la hausse depuis 1988. En 1990, les investissements directs suisses en Afrique du Sud (stocks) s'élevaient à 809 mio frs contre 776 mio frs. en 1989. Il convient de rappeler que les variations des stocks ne correspondent pas aux flux en raison des changements des cours des changes.

### 3. Ueberwachung von Kapitalexporten

#### 3.1. Kapitalexporte

Nachdem Anfang der siebziger Jahre der Kapitalexport aus der Schweiz nach Südafrika in wesentlichem Umfang zugenommen hatte, beschloss damals die Schweizerische Nationalbank im Einvernehmen mit den zuständigen Bundesbehörden, die Kapitalexportgeschäfte mit der Kaprepublik einem Plafond von jährlich 250 Mio SFr. Neugeld zu unterstellen. 1980 wurde der Plafond auf 300 Mio SFr. erhöht, wobei Exportkredite, Konversionen bzw. Refinanzierungen oder Verlängerungen bereits abgeschlossener Geschäfte sowie international syndizierte Fremdwährungskredite **nicht** unter diese Limite fielen. Mit dieser Massnahmen sollte verhindert werden, dass sich die Schweiz zur Drehscheibe der Finanztransaktionen mit Südafrika entwickelt.

Als Mitte der achtziger Jahre eine grosse Anzahl von Staaten gegenüber Südafrika Sanktionen verhängten, wurden im Nachgang zur Erklärung des Bundesrates vom 22. September 1986 auch die Finanzbeziehungen in die statistische Überwachung einbezogen, obwohl in diesem Bereich keine konvergenten Sanktionen seitens der wichtigsten Partner getroffen worden waren. Über die Gesamtperiode wurde der Plafond sehr unterschiedlich beansprucht (vgl. Annex 2), wobei in den letzten Jahren eine deutlich abnehmende Tendenz festzustellen war. Dies war u.a. darauf zurückzuführen, dass die Schweizer Banken aufgrund ihres selbst eingeschätzten politischen und wirtschaftlichen Risikos bei der Kreditvergabe gegenüber Südafrika zurückhaltend waren.

Nach Einleitung des politischen Reformprozesses in Südafrika hat sich international die Einsicht progressiv durchgesetzt, dass nur mit einer Stärkung der südafrikanischen Wirtschaft, um damit verbunden einer Lockerung bzw. Aufhebung der verhängten Sanktionen, dem Reformprozess zum erfolgreichen Durchbruch verholfen werden kann. Der Bundesrat hat sich deshalb anfangs Juli 1991 **für die Aufhebung des Kapitalexportplafond** ausgesprochen, worauf die zuständige Schweizerische Nationalbank ihrerseits den Entscheid am 10. Juli 1991 bekanntgab. Werden jedoch grössere Kapitalexporte (über 10 Mio SFr. bei einer Laufzeit von über 12 Monaten) getätigt, so müssen für Südafrika - wie für alle anderen Staaten auch - nach wie vor die Kapitalexportbewilligungsvoraussetzungen gemäss Artikel 8 des Bundesgesetzes über die Banken und Sparkassen erfüllt sein.

Die Aufhebung des Plafond hat keineswegs einen Exportboom ausgelöst (vgl. Annex 2). Mit neuen Exportgesuchen von 10 Mio SFr. und 53 Mio US \$ 1991 ist der Kapitalexport nach Südafrika im Vergleich zu den Vorjahren (1990: 275 Mio, 1989: 205 Mio SFr.) bescheiden. Südafrika scheint sich seit Aufhebung der Sanktionen bevorzugt im EG-Kapitalmarkt

einzu decken. Im September 1991 ist unter der Führung der Deutschen Bank und Mitwirkung auch Schweizer Institute eine Regierungsanleihe von 400 Mio DM (Laufzeit 5 Jahre zu 10,5 % Zins) zur Ablösung alter Schulden aufgelegt worden. Eine weitere Anleihe über 250 Mio ECU lancierte die südafrikanische Regierung im Januar 1992 durch die Bank Paribas und den Schweizerischen Bankverein. Mit dieser zweiten Anleihe, die Südafrika Neuinvestitionen bringt und nicht zur Tilgung alter Schulden bestimmt ist, scheint die Kaprepublik ihren Platz im europäischen Finanzmarkt wieder einzunehmen.

### 3.2. Verschuldung

Unter dem Druck der internationalen Sanktionen sah sich Südafrika im September 1985 gezwungen, die Bedienung seiner Auslandschuld einem Moratorium zu unterstellen und **strikte geld- und kreditpolitische Massnahmen** einzuführen. Im März 1986 und März 1987 erfolgten Umschuldungsvereinbarungen, an denen drei Schweizer Banken (SBG, SKA und SBV) beteiligt waren. Ihr totales Engagement dürfte sich in der Grössenordnung von knapp 1 Mia SFr. bewegen. Damit befindet sich die Schweiz hinter Grossbritannien, den USA, Luxemburg und Frankreich an fünfter Stelle der Gläubigerländer.

Die Folge der geld- und kreditpolitischen Massnahmen war eine geringere Wachstumsrate des Bruttoinlandprodukts bei Drosselung der Einfuhren und Förderung der Ausfuhren. Um ersteres zu erreichen, wurden massive, in letzter Zeit wieder gelockerte Zollzuschläge erhoben. Südafrika wurde von einem Kapitaleinfuhr- zu einem **Kapitalausfuhrland**. Seine gesamte Auslandverschuldung verringerte sich per Ende 1989 von ursprünglich 23,7 Mia auf 20,6 Mia \$. Die unter das Moratorium fallenden Verbindlichkeiten sind von 13,6 Mia auf 7,3 Mia \$ verringert worden, doch erhöhten sich die Schulden ausserhalb der Umschuldungsvereinbarungen von 10,1 Mia auf 13,3 Mia \$ infolge der Konversion kurzfristiger Schulden in längerfristige Darlehen ausserhalb des Vertragsnetzes.

Im Rahmen des dritten "Interim-Debt-Arrangements" sind vom Juli 1990 bis Dezember 1993 weitere 1,5 Mia \$ Schulden zu tilgen. Eine Lockerung der restriktiven Geld- und Kreditpolitik wird von der südafrikanischen Notenbank vorderhand nicht anvisiert, da die Teuerung von 15 % im Vergleich zu Südafrikas wichtigsten Handelspartnerländern immer noch sehr hoch ist. Unternehmer und Gewerkschaften sind deshalb aufgefordert, in der Lohn- und Preisgestaltung Mass zu halten.

Im **Verhältnis zur Schweiz** sind die Verpflichtungen Südafrikas im Vergleich zu 1986 knapp rückläufig, währenddem bei den Guthaben, insbesondere in Schweizerfranken, zwischen Juni 1991 und September 1991 eine kräftige Zunahme zu verzeichnen ist. Daraus kann geschlossen werden, dass Neuinvestitionen bei anhaltender Rezession in Südafrika nur in vorsichtigem Masse getätigt werden.



#### 4. Schlussfolgerungen

In den verschiedenen erfassten Bereichen konvergenter Sanktionen - zumindest solange sie noch bestanden - lassen sich somit aufgrund der verfügbaren Statistiken **keine** Anzeichen für Umgehungsgeschäfte feststellen.

Die Handelsbilanz weist für 1991 bei den Importen aus Südafrika einen weiteren Rückgang um 26 % gegenüber dem Vorjahr aus. Auch bei den Exporten ist nach drei positiven Jahren erstmals wieder ein Rückgang von 6 % zu beobachten. Bei den untersuchten Kapitalflüssen ist eine Abnahme der Forderungen gegenüber Südafrika festzustellen, wogegen die Verbindlichkeiten, vor allem im Schweizerfrankenbereich, im Herbst 1991 zugenommen haben. Wenn die Verhandlungen über eine neue Verfassung und eine gemischte Interimsregierung weitere Fortschritte machen, werden sich mittelfristig wachsende Ausfuhr- und Investitionsmöglichkeiten ergeben.

Aufgrund der Erklärung des Bundesrates zu Südafrika vom 22. September 1986 wurde die interdepartementale Arbeitsgruppe zum Zwecke konstituiert, eine systematische statistische Überwachung in denjenigen Bereichen sicherzustellen, in denen die wichtigsten Industrieländer deckungsgleiche Sanktionen ergriffen haben. In Anbetracht des nun von der weissen Bevölkerung Südafrikas sanktionierten politischen Kurses (Referendum vom 17. März 1992) und nach Aufhebung der meisten konvergenten Sanktionen (mit Ausnahme des Ein- und Ausfuhrverbots für Kriegs- und paramilitärisches Material, des Verbots der militärischen Zusammenarbeit, des Verbots der Zusammenarbeit im Nuklearbereich und des Exportverbots für sensible Produkte (Computertechnologie) für Militär- und Polizeizwecke) erübrigt sich eine gezielte Überwachung der Handels- und Finanzbeziehungen im Verhältnis zu Südafrika. Wir gehen daher davon aus, dass die Arbeitsgruppe ihren Auftrag erfüllt hat.



## Handelsbilanz

<u>Jahr</u>	<u>Importe<sup>1</sup> in Mio. Fr.</u>	<u>Veränderung in %</u>	<u>Exporte in Mio. Fr.</u>	<u>Veränderung in %</u>	<u>Saldo in Mio. Fr.</u>
1981	153	- 28	670	+ 34	+ 517
1982	154	+ 1	530	- 21	+ 376
1983	193	+ 25	489	- 8	+ 296
1984	204	+ 6	550	+ 12	+ 346
1985	171	- 16	483	- 12	+ 312
1986	154	- 10	431	- 11	+ 277
1987	395	+ 156	405	- 6	+ 10
1988	800	+ 103	471	+ 16	- 329
1989	1'178	+ 47	517	+ 10	- 661
1990	594	- 49	525	+ 2	- 69
1991	437	- 26	494	- 6	+ 57

---

1. ohne Goldbarren und Krügerrand

## Résumé des relations économiques Suisse - Afrique du Sud

### 1. Sanctions convergentes à l'égard de l'Afrique du Sud

#### Interdiction d'importer certains produits en fer et en acier en provenance d'Afrique du Sud

Importations suisses:

1987	20'000 t	13 mio. frs
1988	18'000 t	16 mio. frs
1989	24'000 t	31 mio. frs
1990	35'207 t	27 mio. frs
1991	33'518 t	22 mio. frs

#### Interdiction d'importer des pièces d'or d'Afrique du Sud

Importations suisses:

(1984	33'500 kg	858 mio. frs)
1987	220 kg	4 mio. frs
1988	259 kg	5 mio. frs
1989	906 kg	17 mio. frs
1990	236 kg	4 mio. frs
1991	--	--

#### Interdiction de conclure de nouvelles affaires dans le secteur nucléaire avec l'Afrique du Sud

La Suisse n'a pas conclu de nouvelles affaires avec l'Afrique du Sud dans le secteur nucléaire.



**Interdiction de livrer des ordinateurs à l'armée et à la police sud-africaine**

Exportations totales en Afrique du Sud:

	<u>Origine Suisse</u>	<u>Origine étrangère<sup>2</sup></u>
1987	1 mio. frs	6 mio. frs
1988	0,6 mio. frs	4,4 mio. frs
1989	1,0 mio. frs	2,1 mio. frs
1990	1,7 mio. frs	0,4 mio. frs
1991	1,1 mio. frs	0,7 mio. frs

**Interdiction d'exporter du pétrole en Afrique du Sud**

Certaines sociétés suisses semblent organiser le transfert de pétrole en Afrique du Sud sans que la marchandise ne touche effectivement le territoire suisse.

**2. Sanctions non convergentes à l'égard de l'Afrique du Sud****Interdiction d'importer des diamants bruts**

Importations suisses:

1987	534 kg	187 mio. frs
1988	2'339 kg	564 mio. frs
1989	2'628 kg	888 mio. frs
1990 <sup>3</sup>	469 kg	237 mio. frs
1991	289 kg	113 mio. frs

---

2. La Suisse n'octroie une licence d'exportation qu'avec le consentement du pays fournisseur.

3. Depuis février 1990, les diamants namibiens et sud-africains sont comptabilisés séparément.

**Interdiction d'importer du charbon**

Importations suisses:

1987	370'000 t	26 mio. frs
1988	379'000 t	25 mio. frs
1989	254'000 t	20 mio. frs
1990	422'294 t	41 mio. frs
1991	340'021 t	27 mio. frs

**Interdiction d'importer des lingots d'or**

Importations suisses:

1987	305 t	6 mia. frs
1988	198 t	4 mia. frs
1989	173 t	4 mia. frs
1990	241 t	4 mia. frs
1991	163 t	3 mia. frs



## Annex 2

## Südafrika: Bewilligungspflichtiger Kapitalexport 1981 - 1990 (in Mio. SFr.)

	<u>innerhalb der Limite</u> <u>Total</u> <u>Notes und Finanz-</u> <u>kredite</u>	<u>ausserhalb der Limite</u> <u>Export- und Konver-</u> <u>Exportfinanz- sionen</u> <u>kredite</u>		<u>Total</u>
1981	301.0	47.0	152.0	199.0
1982	215.0	0.0	180.0	180.0
1983	300.0	182.0	110.0	292.0
1984	300.0	0.0	460.0	460.0
1985	83.0	168.0	220.0	388.0
1986	38.0	0.0	0.0	0.0
1987	52.0	0.0	0.0	0.0
1988	110.0	46.0	0.0	0.0
1989	6.0	10.0	189.0	205.0
1990	13.6*	30.0	245.0	275.0
1991 11. Juli	Aufhebung der Kapitalexportbeschränkung			
1991	0.0	0.0	0.0	10.0
			+ US\$	53.0

\* Kreditablösung durch Schuldnerwechsel in Südafrika

**EURODEVISENSTATISTIK (FORDERUNGEN UND VERBINDLICHKEITEN GEGENÜBER SUEDAFRIKA)  
(IN MIO SFR.)**

VERTRAULICH

		<u>Total</u>	<u>Total</u>	<u>Nettoposition</u>	<u>Forderungen nach Restlaufzeiten</u>		
		<u>Verbindlich-</u> <u>keiten</u>	<u>Forderungen</u>	<u>+ Ueberschuss F.</u> <u>- Ueberschuss V.</u>	<u>bis 1 Jahr</u>	<u>1-2 Jahre</u>	<u>über 2 Jahre</u>
Dezember	1984	301	3380	3079	2039	125	325
Dezember	1985	373	3071	2698	2700	90	281
Dezember	1986	298	1725	1427	1432	108	185
Dezember	1987	246	1524	1278	983	35	506
März	1988	256	1552	1296	1008	20	524
Juni	1988	518	1670	1152	1135	349	185
September	1988	345	1605	1260	1042	393	170
Dezember	1988	278	1580	1302	1012	350	218
März	1989	302	1964	1662	1385	353	227
Juni	1989	299	2079	1780	1873	31	175
September	1989	337	1809	1472	1574	39	196
Dezember	1989	384	1472	1088	1272	15	185
März	1990	332	1453	1121	1237	19	197
Juni	1990	299	1778	1479	1580	14	184
September	1990	363	1724	1361	1522	9	191
Dezember	1990	305	1697	1392	1497	9	191
März	1991	384	2261	1877	2038	7	217
Juni	1991	438	1838	1400	1556	8	219
September	1991	586	1656	1070	1413	8	235

Quelle: SNB/Eurodevisenstatistik

(c:guyer/euroford)



## Annex 4

**EURODEVISENSTATISTIK****Vertraulich****Forderungen gegenüber Südafrika (in 1'000 SFr.)**

		<u>Total</u>	<u>Schweizerfranken</u>			<u>Fremde Währungen</u>		
			<u>Banken</u>	<u>Nichtbanken</u>	<u>Total</u>	<u>Banken</u>	<u>Nichtbanken</u>	<u>Total</u>
per Ende März	1989	1'964'192	356'400	531'767	888'207	665'689	410'297	1'075'986
per Ende März	1990	1'453'458	232'948	481'402	714'350	390'256	348'851	739'107
per Ende Juni	1990	1'777'899	244'889	466'325	711'214	611'997	454'690	1'066'687
per Ende Sept.	1990	1'724'141	240'756	457'712	698'468	499'031	526'641	1'025'672
per Ende Dez.	1990	1'696'652	232'889	449'334	682'223	706'932	307'498	1'014'430
per Ende März	1991	2'261'245	202'620	435'727	638'347	955'256	667'641	1'622'897
per Ende Juni	1991	1'783'298	191'578	420'223	611'801	637'679	533'818	1'171'497
per Ende Sept.	1991	1'655'914	189'761	407'061	596'822	485'753	573'336	1'059'089

**Verbindlichkeiten gegenüber Suedafrika (in 1'000 SFr.)**

		<u>Total</u>	<u>Schweizerfranken</u>			<u>Fremde Währungen</u>		
			<u>Banken</u>	<u>Nichtbanken</u>	<u>Total</u>	<u>Banken</u>	<u>Nichtbanken</u>	<u>Total</u>
per Ende März	1989	301'814	17'918	46'984	64'902	135'653	101'257	236'910
per Ende März	1990	332'273	21'431	39'353	60'784	173'491	97'998	271'489
per Ende Juni	1990	299'035	51'445	61'674	113'119	78'653	107'264	185'917
per Ende Sept.	1990	362'773	35'117	38'556	73'673	168'188	120'908	289'096
per Ende Dez.	1990	304'689	35'404	35'259	70'663	137'603	96'424	234'027
per Ende März	1991	384'261	61'076	40'183	101'259	164'145	118'857	282'002
per Ende Juni	1991	437'983	18'059	40'348	58'407	272'921	106'652	379'573
per Ende Sept.	1991	585'546	261'283	39'596	300'879	185'190	99'478	284'668